



**Ministère de l'Economie, des Finances, de la Dette et des
Participations, chargé de la Lutte contre la Vie Chère**

DISCOURS DU MINISTRE D'ETAT

**ADOPTION DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2026
A L'ASSEMBLÉE NATIONALE DE LA TRANSITION**

Libreville, le 28 octobre 2025

**Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale de la Transition,
Monsieur le Vice-Président du Gouvernement,
Mesdames, Messieurs les Ministres,
Monsieur le Président de la Commission des Finances, du Budget,
de la Comptabilité Publique et des Affaires Économiques et de la
Production,
Honorables Députés.**

Permettez-moi, avant toute chose, de vous exprimer, au nom du Gouvernement de la République, mes sincères remerciements pour la qualité exceptionnelle des échanges, des questions et des débats qui ont marqué l'examen du Projet de Loi de Finances 2026.

Vos observations avisées et vos amendements pertinents ont enrichi le texte soumis à votre adoption.

Ils attestent d'un Parlement pleinement investi dans sa mission constitutionnelle, alliant **contrôle rigoureux, propositions éclairées et vigilance constante** quant à la gestion des ressources publiques.



Ce dialogue parlementaire exemplaire illustre la vigueur de notre démocratie budgétaire et confirme que la politique économique s'élabore dans **la concertation, la transparence et le respect mutuel**.

À cet effet, je puis vous rassurer de la volonté du Gouvernement de protéger les plus vulnérables. Les réserves formulées par l'Honorable Geoffroy FOUMBOULA LIBEKA seront appréciées à l'aune de leur impact financier. Pour ce qui est des filets sociaux, les dépenses à caractère social destinées aux populations vulnérables s'élèvent à FCFA 61 milliards, en augmentation de FCFA 11 milliards par rapport à 2025.

Monsieur le Président,
Honorables Députés,

Notre démarche s'est inscrite dans une refondation profonde de la gestion publique, inspirée par trois valeurs cardinales : **le réalisme** éclairé dans nos choix, la **transparence** loyale dans nos actions et **l'efficacité** tangible dans nos résultats.

Conscients des limites d'un ancien modèle économique, fondé sur la rente et l'exportation brute de nos ressources naturelles, nous engageons une transition vers **une économie productive, innovante et souveraine**, où l'investissement public devient le **moteur central de la transformation**.

Sous la conduite éclairée **du Président de la République, Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement, Son Excellence Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA**, notre ambition est de faire du Gabon un pays maître de ses ressources, un pays industrialisé et un pays respecté, dont le développement renforce la stabilité et l'intégration régionale.

Bâtir un nouvel édifice est une ambition forte avec un cap clair :

- **Restaurer la crédibilité de l'Etat ;**
- **Faire du budget un instrument de transformation ;**



- **Replacer le travail, la probité et la performance au cœur du service public.**

Telle est la mission que nous portons avec **conviction, méthode** et **foi** en l'avenir.

Et c'est ensemble, **Gouvernement, Parlement, partenaires et membres de la société civile**, que nous réussirons. Nous devons rêver d'un Gabon souverain, productif, debout et digne. C'est cet idéal que le Gouvernement a porté devant vous et que nous devons concrétiser chaque jour.

Le Gabon nouveau et digne d'envie que nous rêvons tous, mérite votre confiance. C'est le rêve que nous portons aujourd'hui devant vous. Et c'est ce rêve que, chaque jour, nous devons rendre réel. Chaque franc engagé doit être désormais un franc **utile, productif et traçable**. Chaque politique publique doit se traduire par un **impact concret sur la vie des Gabonais**.

C'est le sens de notre engagement collectif.

C'est le sens du message du Chef de l'Etat : **Restaurer la confiance, c'est restaurer la dignité nationale**.

En votant ce budget, vous contribuez à consolider, non seulement les équilibres financiers de l'Etat, mais surtout à rétablir la crédibilité de notre action publique auprès de nos concitoyens et nos partenaires au développement.

Je vous remercie Monsieur le Président, Honorables Députés, pour votre aimable attention.